

ANNA
LIBERA

Le Parti communiste italien « au milieu du gué »*

Où en est le Parti communiste italien, un an tout juste après son passage à l'opposition ? La question mérite d'être posée, car tant la situation politique italienne, l'instabilité du gouvernement, le mécontentement des masses, que les difficultés internes, pour ne pas dire la crise du PCI, montrent qu'aucuns des problèmes qui se trouvaient à la base de sa rupture avec la majorité gouvernementale n'ont été résolus ni dans un sens ni dans l'autre.

De plus, les mêmes questions reviennent sur le devant de la scène alors que de nouvelles négociations sont en cours pour l'entrée du PCI dans un gouvernement d'union nationale, étant donné l'incapacité du gouvernement Cossiga à faire face aux problèmes brûlants du pays.

A la veille du congrès de la Démocratie chrétienne, les courants de ce parti favorables à une relance de l'union nationale apparaissent comme majoritaires. Le comité central du Parti socialiste italien s'est aussi prononcé, fin janvier, en faveur d'un gouvernement d'Union nationale (renversant ainsi la majorité de son congrès de Turin) et a annoncé qu'il mettrait fin à son abstention au Parlement dès la fin du congrès de la DC.

La direction du PCI, elle-même, pose à nouveau depuis quelque

* *In mezzo al guado*, formule forgée par la direction du PCI pour décrire sa situation entre l'opposition et le gouvernement. C'est aussi le titre d'un livre de Giorgio Napolitano, membre de la direction du PCI.

temps, avec insistance, la question de son entrée au gouvernement, sans pour autant choisir de précipiter la crise politique, comme la seule solution permettant de faire face au mécontentement croissant des travailleurs devant la crise.

Si, au mois d'août dernier, Berlinguer déclarait encore au journal allemand *Stern* : « Une coalition de gouvernement entre les principaux partis démocratiques est nécessaire, mais malheureusement elle n'est pas encore mûre »¹, plus récemment, A. Minucci expliquait, dans *Rinascita*, aux cadres du parti la nécessité de revenir rapidement à un gouvernement d'union nationale, en précisant (ou en avertissant) : « Sur cette question de la politique unitaire, il est aujourd'hui plus que jamais nécessaire de faire un effort d'information et d'orientation du parti, afin de surmonter complètement les limites et les incompréhensions qui ont pesé négativement dans un passé récent. »²

Enfin, Luciano Lama expliquait ainsi la décision de la Fédération syndicale unitaire CGIL-CISL-UIL d'appeler à une grève générale le 15 janvier dernier pour la formation d'un gouvernement d'unité : « Le syndicat est conscient des difficultés à surmonter la crise. Pour en sortir il faudra adopter une politique dure, des sacrifices à distribuer équitablement seront nécessaires, et les forces sociales qui devront les faire doivent être assurées que la direction politique du pays sera en mesure de mettre en marche une politique d'assainissement et de renouvellement du pays. »³

Enfin, si les récentes prises de position du PCI sur l'Afghanistan et son initiative au Parlement européen découlent d'options politiques réelles sur le terrain international — nous y reviendrons —, elles ont également une fonction « intérieure » bien précise : montrer que les réticences émises par certains à son entrée au gouvernement à cause de ses liens avec Moscou n'ont pas de raison d'être. Tel est le cadre général dans lequel la direction du PCI et les militants communistes abordent les questions d'orientation, de bilan et de fonctionnement de leur organisation.

De l'unité nationale à la « non-opposition »

Nous ne reviendrons pas ici sur l'expérience de trois années d'unité nationale qui ont vu la direction du PCI s'engager à fond dans la défense de l'austérité et des sacrifices pour les travailleurs.

Tardivement il est vrai, le PCI a pris conscience de cette situation, bien que depuis des mois des signes importants de cette usure étaient apparus : le refus très net des travailleurs d'accepter l'austérité ; la rupture avec la jeunesse frappée en premier lieu par le chômage ; les difficultés avec les intellectuels qui rejettent l'aplatissement

idéologique du PCI et ses attaques des libertés démocratiques; le malaise interne qui se traduisait par une passivité du parti et une baisse du recrutement; enfin les résultats des élections partielles qui tous montraient une baisse significative de 4 à 10% du PCI.

Ainsi, la stratégie de l'EUR⁴ conçue par les directions ouvrières pour donner une base sociale à l'Union nationale faisait eau de toutes parts : parmi les travailleurs des grandes usines du Nord et dans le Sud qui devait théoriquement être le grand bénéficiaire du « nouveau modèle de développement », basé sur le transfert des investissements du nord au sud. Mais c'est là que l'absence de concrétisation des promesses électorales est la plus criante alors que la volonté de lutte des masses est importante (plusieurs grèves générales massives; en automne 1978 et en automne 1979 des manifestations de 30 000 et 50 000 Calabrais à Rome).

Face à cette incapacité d'appliquer l'austérité, la bourgeoisie elle-même commençait à se poser des questions sur l'utilité de son alliance avec le PCI, même si elle n'avait rien à lui opposer. En attendant, elle en tirait argument pour faire passer sa politique sans trop se soucier de ses alliés : ce fut le cas avec la signature des pactes agraires, la nomination, dans la plus pure tradition clientélaire, des directeurs des entreprises publiques (base essentielle du pouvoir de la DC) et l'entrée dans le Système monétaire européen. Le PCI y trouva les raisons conjoncturelles pour expliquer sa sortie de la majorité. Si cette rupture, devenue inévitable, donnait une bouffée d'oxygène à la direction du parti face au mécontentement de sa base et à la détérioration de ses rapports avec les masses, il fallait pourtant tout de suite en spécifier la nature et les limites, prendre les devants par l'« autocritique » pour mieux bloquer les critiques et pour relancer à terme le parti sur la voie du gouvernement d'union nationale.

Le lendemain de la rupture, le quotidien du PCI réaffirmait la ligne dans un éditorial intitulé « Nous ne changeons pas d'idée », qui expliquait : « *La politique d'union nationale est l'instrument principal pour amener de larges masses sur des positions toujours plus démocratiques, pour influencer positivement sur l'orientation et l'activité politiques de partis comme la Démocratie chrétienne dans lesquels existent toujours des contradictions et des divergences ouvertes.* » Il poursuivait en annonçant une « opposition constructive » au gouvernement.

Dans cette première phase l'explication de la rupture par la direction du PCI s'oriente sur deux thèmes qui montreront rapidement leurs limites : la dénonciation de l'« égoïsme » de la bourgeoisie et celle de la mauvaise application, par les militants, d'une juste politique.

Il semble bien que, plongée dans les méandres institutionnels et

les négociations gouvernementales, elle n'ait pas mesuré l'ampleur du désarroi qui traversait les rangs de son parti, du malaise des militants qui voulaient comprendre ce qui n'avait pas marché, et où ils allaient. Et c'est la préparation du XV^e congrès (avril 1979) qui va lui en donner l'occasion. Il lui faudra alors fournir d'autres explications, ce qu'elle s'efforcera de faire avec toutes les difficultés découlant de la nécessité de critiquer une orientation politique qu'on se propose de maintenir de toute façon.

Le projet de thèses pour le XV^e congrès s'essaie à cette tâche en expliquant « *les limites de compréhension de la phase nouvelle de bataille politique; le hiatus entre l'attention portée au travail dans les institutions et au rapport entre les forces politiques d'un côté et l'initiative visant à promouvoir des mouvements unitaires des larges masses autour d'objectifs et de problèmes concrets de l'autre, ... la politique d'unité qui a parfois été pratiquée de façon à aplatir la physionomie et l'initiative autonome du parti.* »⁵. De nombreux articles sur ce thème seront publiés dans la presse du parti, qui, s'ils donnent beaucoup d'exemples des limites et des difficultés de l'action du PCI, n'en définissent jamais l'origine dans la politique même du compromis historique, c'est-à-dire de la collaboration de classe institutionnalisée, et dans la politique d'austérité.

Le congrès lui-même ne donna pas lieu à de réels affrontements sur le fond. D'une part parce que la gauche d'Ingrao ne rejette pas le compromis historique et n'en critique que les formes d'application et, d'autre part, parce que l'annonce, le jour même de l'ouverture du congrès, de la dissolution des Chambres et des élections anticipées allait porter toute l'attention des congressistes sur la préparation de la campagne électorale (l'élection des organes dirigeants du parti, à part le CC, sera repoussée au lendemain des élections).

L'effondrement électoral

Ce report n'était pas vraiment un répit pour la direction du PCI, car un parti peu convaincu, pressé de critiques, de questions et de reproches de la part des électeurs risquait de voir son malaise s'accroître et parce que le durcissement « militant » du PCI dans la propagande électorale pouvait être pris au pied de la lettre par les militants et les travailleurs.

La campagne électorale va se mener sur trois registres :

- un bilan « globalement positif » de l'union nationale qui a empêché le chaos de l'économie et de l'ordre public;
- s'il y a eu une erreur c'est d'avoir accepté de pratiquer l'union nationale « à moitié », dans la majorité mais pas au gouvernement;

— des redressements tactiques seront faits dans la propagande : la dénonciation du chômage (alors que c'est Lama qui revendiquait le droit pour les patrons de se débarrasser des travailleurs « excédentaires »); la présentation sur les listes du PCI de juriste démocrates qui avaient dénoncé la loi Reale sur l'ordre public (que le PCI présentait comme une garantie démocratique); la redécouverte de la jeunesse et de ses problèmes spécifiques (ces mêmes jeunes que Berlinguer traitait de « porteurs de peste » et de « nouveaux fascistes » quelques mois plus tôt); et on a même vu apparaître une timide démagogie sur les salaires !

Parallèlement, la direction du PCI proposait — et cela était déjà présent dans les thèses de son congrès — le renforcement de l'unité avec le PSI, dans le cadre de l'union nationale. Si cette proposition répondait à des aspirations unitaires de la base ouvrière du parti, elle remplissait surtout une fonction politique bien précise : faire pression sur le PSI — en tendant une perche à son aile gauche — pour empêcher que celui-ci se déclare disponible à un nouveau centre-gauche.

Mais toute la campagne électorale du PCI restera marquée par la contradiction fondamentale dans laquelle il se trouve : il tient sa force électorale à la fois du fait qu'il s'appuie sur la force ouvrière et qu'il se présente comme réformateur (au sein) du système et gagne ainsi des voix de secteurs petits-bourgeois. Or, s'il prône, ou pratique trop la collaboration il craint de perdre des votes ouvriers et s'il durcit trop le ton il craint de perdre l'électorat petit-bourgeois.

Les résultats électoraux vont faire l'effet d'une douche, non pas froide, mais glacée, pour l'ensemble des militants communistes et leur direction :

— le PCI perdait 4 % des voix au niveau national et reculait pour la première fois depuis la guerre;

— ce recul était particulièrement sensible dans le sud (7 % à Naples, 6 % en Sicile et en Calabre), dans les quartiers ouvriers des grandes villes (à Turin : 7,6 % à Mirafiori nord, 12,5 % Via Artom et 14 % à Mirafiori sud) et chez les jeunes (perte de 10 %);

— ces voix ne se transféraient pas à droite (la DC reculait aussi) mais à l'extrême gauche (PDUP et Parti radical, vu la confusion du vote pour ce dernier parti) et à l'abstention.

On peut aisément comprendre l'effet de ces résultats sur une direction qui mesure ses succès à l'aune électorale et qui perdait ainsi son principal argument — son avancée électorale permanente — pour justifier sa politique. Sa première réaction sera d'enregistrer cette baisse et de rassurer le parti : « *Nous sommes face à une baisse sensible de nos voix par rapport à juin 1976 et nous évaluons bien toute la portée de cette baisse. C'est la première fois qu'un événement de*

ce type se produit. Nous ressentons nous aussi, comme tous nos cadres et nos militants, de l'amertume et une certaine déception. [Pourtant] dans le contexte italien et européen actuel les voix du PCI ont une solidité et une consistance différentes des autres fois. »⁶

Elle n'ira pas beaucoup plus loin car la semaine suivante il y a les élections européennes, qui... confirment la tendance.

L'embarras du PCI se mesure à son incapacité à prendre l'offensive pour expliquer son recul. Quand il le fait c'est à partir d'arguments « objectivistes » : « *Les questions d'analyse politique générale, le bilan de l'union nationale, les résultats et contradictions de notre action de changement se présentent de façon indissolublement liés avec des phénomènes de bouleversements et de crise de la société italienne.* »⁷ C'est une ligne de défense bien faible qui sera pourtant maintenue, car la tâche d'un parti ne se réduit pas à l'analyse de la situation objective, mais à agir pour la changer. Et c'est là-dessus qu'on le juge.

Le comité central de juillet 1979.

C'est au comité central de juillet 1979 que la direction va présenter ses explications et ses propositions. Si le rapport de Berlinguer est plein d'autocritiques marginales, il commence par un avertissement : « *Les camarades qui pensent que la leçon à tirer des résultats électoraux est qu'il faut changer de ligne se trompent* », et il poursuit en disant que l'autocritique ne doit pas concerner les choix politiques, mais « *la façon dont ils ont été présentés et vécus* »⁸. C'est-à-dire en somme que les fautes sont celles des militants. D'ailleurs les « autocritiques » du rapport de Berlinguer toucheront essentiellement le manque d'initiative du parti, l'incapacité de la FGCI à saisir les problèmes de la jeunesse... et il conclura en présentant le même orientation sans en changer une virgule.

L'attitude de la direction du PCI est facile à comprendre et relève du pur conservatisme d'appareil : il lui fallait éviter que le traumatisme des élections ne se traduise par une dynamique incontrôlable parmi les militants les poussant à une réflexion autonome à la base d'où pourrait surgir des phénomènes de rupture entre celle-ci et l'appareil, alors que la direction a toujours besoin que les militants lui délèguent leur confiance.

Et c'est ainsi qu'au lendemain du CC, la presse du PCI lancera une vaste campagne pour regonfler le patriotisme du parti et rappeler en permanence la justesse de sa ligne. Dans les revues à diffusion plus restreinte elle ouvrira, assez largement d'ailleurs, une soupape de discussion sur les « limites » de son action. Mais tous les articles,

souvent très critiques, n'ont qu'un objectif : réfléchir sur comment « bien appliquer » le compromis historique.

La tâche est d'autant plus difficile qu'au même moment se déroulent les luttes pour les contrats dans la métallurgie (la catégorie de travailleurs la plus unie et la plus combative) qui donnent lieu à des mobilisations comme on n'en avait pas vu depuis 1969 et 1973. Ce regain de combativité était aussi bien une réaction élémentaire des travailleurs signifiant au patronat que le recul électoral du PCI ne lui laissait pas la voie libre pour lancer son attaque, qu'une nouvelle manifestation du refus de l'austérité et de la discipline des luttes proposées par les directions syndicales et du PCI. A Turin, chez Fiat, les travailleurs envahiront la ville (blocage des bus, occupation des locaux du journal *La Stampa* et de la télévision), la participation sera massive et les militants communistes seront souvent au premier rang.

Cette combativité inquiète la direction du PCI qui, en juin déjà, dénonce les formes de lutte de la FIAT : « *Il y a des années que l'on parle de violence dans les usines. Périodiquement la question réapparaît dans la presse et dans la bataille politique avec, en général, pour effet, de soulever des nuages de poussière pour cacher les problèmes réels. Voyons un peu. On a maintenant d'amples informations sur l'existence de noyaux clandestins dans les usines ou de noyaux qui ont des rapports avec des formations terroristes et ceux-ci peuvent justement agir parce qu'ils ne sont pas identifiés.* »⁹ On retrouvera la même argumentation dans la lettre de licenciement que la FIAT enverra à 61 syndicalistes en octobre !

Cette lutte des métallurgistes se conclura le 22 juillet à Rome par une manifestation de 100 000 travailleurs, l'une des plus combatives et des plus colorées de ces dix dernières années. Ce regain de combativité fait bien comprendre à la direction communiste – qui s'en montre la première surprise d'ailleurs ! – que sa sale besogne, accomplie avec constance depuis trois ans, n'a pas encore réussi à démoraliser et à démobiliser les secteurs clés de la classe ouvrière.

Elle ressent d'autant plus le besoin de rappeler fermement que sa ligne demeure celle de la non-opposition, du retour le plus rapidement possible à l'union nationale. Enrico Berlinguer – fait extrêmement rare – écrit l'éditorial de rentrée de *Rinascita*, pour faire le point sur « Le compromis historique aujourd'hui ». Le compromis est toujours plus à l'ordre du jour, y explique-t-il, et son contenu demeure le gouvernement d'union nationale et les sacrifices. La seule innovation réside dans un développement sur la « finalité de la production », le « pourquoi produire » qui semble être la nouvelle feuille de vigne idéologique qu'a trouvée la direction communiste pour couvrir la politique d'austérité¹⁰.

Introduire une « rigoureuse moralité » dans la lutte de classe !

Aucun doute ne sera plus permis sur la ligne d'action du PCI après son intervention au cours des luttes qui vont se développer en octobre quand la FIAT licencie 61 syndicalistes qu'elle accuse de « terrorisme ». Tout d'abord le PCI – tout comme les sommets syndicaux – ne lève pas le petit doigt pour les défendre et se contente de demander à la FIAT de prouver ses accusations.

La mobilisation des ouvriers et de la FLM (syndicat unitaire de la métallurgie) qui prennent fait et cause pour les licenciés l'obligera à élever la voix contre l'attaque d'Agnelli, mais elle en profitera pour lancer un débat sur les formes de lutte qui est un véritable coup de poignard dans le dos des travailleurs et leurs actions. On peut en mesurer le ton avec les quelques exemples suivants.

Dans *Rinascita*, Gerardo Chiaromonte, membre du secrétariat du PCI, s'exclame : « *C'est nous qui accusons les principaux dirigeants de la FIAT d'avoir fait obstacle au cours des derniers mois à toutes nos initiatives visant à faire de la lutte contre le terrorisme une lutte de masse à l'intérieur de l'usine.* » Que les « 61 » soient des « terroristes » ne semble pas faire l'ombre d'un doute pour lui ; mieux, si on avait laissé faire le PCI, cela fait longtemps que la FIAT en aurait été débarrassée !

Pour porter le débat plus avant, il aborde la question des formes de lutte, traçant un lien de parenté explicite entre luttes dures et terrorisme. « *Peut-on dire que le mouvement syndical – et aussi les communistes – ont toujours réagi avec une clarté explicite et avec l'énergie nécessaire face à des formes de lutte erronées et dangereuses, comme celles par exemple qui ont eu lieu à la FIAT en juillet dernier dans la dernière phase de la très dure bataille contractuelle ? Non, on ne peut pas le dire, même si, évidemment, en ce qui concerne les ouvriers communistes de la FIAT, on pourrait citer de nombreux exemples de lutte courageuse et d'engagement extraordinaire contre la violence et le banditisme. Mais on ne peut pas dire que notre action d'ensemble ait été ce qu'elle aurait dû être face à des actes spécifiques de violence et également face à d'autres faits de la vie interne des établissements turinois de la FIAT qui aujourd'hui sont connus et qu'une force révolutionnaire ne peut et ne doit pas tolérer. Aux justes prises de position n'ont pas toujours succédé des actes politiques et également organisationnels conséquents. Souvent on a laissé aller, ou on a pensé qu'il était plus juste de se taire. Parfois on a même vu apparaître dans un journal syndical de Turin des positions erronées qui ne s'opposaient pas nettement au terrorisme et à ses manifestations dans l'usine.* »¹¹

Dans le même numéro du journal, un journaliste n'y va pas par quatre chemins pour faire siennes les raisons de la FIAT : « *La FIAT a posé un problème réel (la violence systématique comme moyen de lutte et le terrorisme dans l'usine)* » ; à partir de là elle a lancé une manœuvre visant à « *résoudre, à sa façon, un autre problème réel (la « gouvernabilité » des grandes entreprises)* ». Ce journaliste qui ne donne pas dans la subtilité n'hésitera pas à conclure : « *Parmi les « 61 », il y en a qui parlent d'égalitarisme, de lutte contre le commandement capitaliste et de tant d'autres choses typiques d'une culture, d'un mouvement théorique et d'un courant politique organisé actuellement déferé devant le parquet de Padoue* » !¹² Parlera-t-on bientôt de « crime culturel » et de « crime théorique », au sens propre, au PCI ?

Et pour être bien convaincus, laissons la conclusion à Bruno Trentin, fleuron quelque peu fané de la « gauche syndicale » italienne : « *Le problème de la « gouvernabilité » (c'est-à-dire du fonctionnement de l'entreprise avec un minimum d'efficacité et des relations industrielles suffisamment souples) existe réellement. Il s'est accentué dans la dernière période également à cause des profondes transformations survenues dans la classe ouvrière et dans la formation de nouvelles générations. Des valeurs qui, dans le passé, constituaient les canaux à travers lesquels passait une certaine organisation hiérarchique du travail ne sont plus vécues comme telles [c'est bien Trentin qui avait été dans les années soixante à la tête du courant de lutte contre l'organisation capitaliste du travail, qui parle]. Nous ne devons avoir aucune indulgence pour certaines formes de banditisme [?], des faits réels de violence que l'on connaît bien [...] Quand des épisodes de ce genre se sont produits, trop souvent nous avons été passifs; nous avons dénoncé les faits les plus graves, mais peut-être n'avons-nous pas affronté le problème plus général d'une violence plus diffuse qui exprime de façon déformée une protestation ouvrière que, sous ces formes, nous devons combattre. Je comprends également le blocage des routes, des trains, des aéroports comme une tentative de sortir de l'isolement. Mais je suis convaincu que ces formes de lutte finissent par être improductives, elles vont au-delà de la cible, elles perdent de vue l'objectif et introduisent dans le conflit social et dans la lutte politique des risques de dégénérescence qui peuvent se multiplier.* »

Et le mot de la fin : « *Nous devons introduire dans la lutte de classe une rigoureuse moralité !* »¹²

Comme on peut le voir, à l'opposition, le PCI fait preuve d'autant de zèle pour s'aligner derrière les exigences patronales qu'il en avait déployé lorsqu'il se trouvait dans la majorité gouvernementale.

Une profonde crise d'identité et d'orientation

Pourtant cette politique de rouleau compresseur ne suffit pas, loin de là, à calmer les incertitudes et le malaise qui traversent le parti et se manifestent dans tous les secteurs.

Dans un parti comme le PCI qui prétend concilier l'avance dans les institutions en collaboration avec la bourgeoisie et le développement de luttes de masse pour une transformation de la société, les tiraillements en son sein s'opèrent inévitablement de deux côtés : d'une part chez ceux qui veulent aller plus loin dans la collaboration, de l'autre chez ceux qui souhaitent un retour à une politique anti-capitaliste. Toutefois, avant de voir comment ces deux tendances se manifestent au sein du PCI, il faut aborder une question plus globale, qui est en fait le lien entre tous les éléments du malaise : la crise générale d'identité du parti.

Celle-ci se pose en termes particuliers pour le PCI, à la fois parce que, contrairement au PCF, il domine largement la gauche italienne et n'a pas de concurrent sérieux en tant que parti ouvrier, et parce qu'il a l'expérience la plus avancée — pour un PC — de pénétration et de gestion des institutions de l'Etat bourgeois (de la gestion des administrations régionales à la participation à la majorité gouvernementale). Il est aussi le PC qui s'est le plus attelé à une redéfinition de ses liens avec son passé — l'Internationale communiste et Moscou — et de son héritage idéologique (quelles que soient les multiples contorsions et falsifications qu'une telle redéfinition implique et que l'on ne peut pas aborder ici).

Cette crise d'identité ne se pose donc pas, pour le PCI, dans la concurrence avec une autre organisation, mais dans les rapports conflictuels et incertains entre sa propre histoire, sa politique actuelle et son devenir de parti communiste qui a rejeté le « modèle » soviétique sans l'avoir remplacé par un autre projet de transformation de la société. Ce vide, doublé d'une pratique tacticiste, risque de le transformer aux yeux des masses, et de ses militants (qui perdent ainsi toute vision à long terme du but de leur engagement) en un parti comme les autres et risque de distendre dangereusement des liens tissés par une histoire, difficile certes, celle du mouvement ouvrier italien et international, liens qui lui sont indispensables dans ses négociations avec la bourgeoisie.

Togliatti avait bien compris ce danger quand il engagea le PCI sur les rails de la « voie italienne au socialisme » et du « polycentrisme ». Il nourrit alors ses cadres, à forte dose, d'idéologie antifasciste, profondément ancrée dans la société italienne (et son « projet de société » se limitait à l'application de la constitution républicaine) et, à une dose beaucoup plus faible, de ceux des écrits de Gramsci qui